REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 01 au 06 avril 2020

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Veille Sanitaire 3
- Covid-19 : Le plan d'urgence de la COI obtient Rs 20 millions de l'AFD
- Coronavirus : L'AFD avance une enveloppe de 500 000 euros à la COI pour son plan d'urgence

1.2 Sécurité maritime.....6
- France's Inn ovative Maritime Security Engagement in the Indo-Pacific

1.3 Réchauffement climatique 9
-L'AFD en guerre contre le réchauffement climatique

1.4 Tourisme.....10
-Océan Indian-Tourisme : la difficile synergie

1.5 Developpement durable.....13
- « Transformer les déchets en ressources »

2. Centres d'Intérêts

2.1 Economie bleue.....15
- Don de la BAD pour soutenir les petites et moyennes entreprises de l'économie bleue aux Seychelles

https://ionnews.mu/covid-19-le-plan-durgence-de-la-coi-obtient-rs-20-millions-

Covid-19 : Le plan d'urgence de la COI obtient Rs 20 millions de l'AFD

by Vel Moonien



La Commission de l'océan Indien (COI) est également en première ligne dans le combat contre le nouveau coronavirus. Son action s'articule autour de son réseau Sega One Health réunissant 250 professionnels de santé humaine et animale repartis dans les états membres et qui est coordonné par son réseau de veille sanitaire.

Ils s'échangent des informations et sont en lien constant avec les autorités sanitaires des états membres, indique le secrétaire général de la COI, Hamada Madi, à ION News. «La COI a développé avec l'appui du réseau, dès le mois de février, un plan d'urgence pour répondre aux besoins des États membres. Je me suis rendu aux Comores et à Madagascar pour prendre note des besoins et discuter des opportunités offertes par ce plan d'urgence», dit-il.

Ce plan consiste à la mise en place d'un programme de surveillance des frontières, la sensibilisation du grand public, disséminer les informations sur la prévention et enfin la riposte médicale, soit la prise en charge des cas positifs. C'est dans ce contexte que l'Agence française du développement (AFD) a avancé une enveloppe d'aide de 500 000 euros, soit l'équivalent de Rs 20 millions, à la COI pour ce plan.

Ce soutien financier sert à la mise en place de centres d'isolement et de quarantaine dans l'archipel des Comores et à Madagascar dont les systèmes de santé ne sont pas aussi performants qu'à Maurice, La Réunion ou les Seychelles. La construction de nouvelles structures est à l'agenda.

Des équipements de protection et de renforcement de la surveillance sanitaire, notamment des thermoflash, ont été mis à la disposition des Comores, Madagascar (photo), Maurice et les Seychelles. Deux ambulances et deux caméras thermiques seront également offertes aux Comores et à Madagascar afin qu'elles puissent mieux lutter contre la pandémie.

«A Maurice, l'accent a été mis sur l'amélioration des sites de quarantaine existant. Un appui en expertise a été mobilisé pour le renforcement du centre d'isolement de Souillac et la revue pour finalisation du projet de construction d'un centre à pression négative. Des échanges sont en cours pour la dotation

des réactifs et certains équipements et médicaments essentiels pour assurer la prise en charge des malades», ajoute Hamada Madi.
Ce plan d'urgence n'est pas figé, souligne le secrétaire général de la COI. «Il est mis à jour sur la base des besoins des États et des engagements pris par d'autres partenaires. Nous sommes en train de finaliser un nouveau volet du plan d'urgence pour obtenir les financements nécessaires aux activités attendues de nos États, notamment en ce qu'il s'agit des équipements nécessaires à la riposte contre cette pandémie», poursuit-il.
«Nous vivons une situation d'urgence. Notre rôle est de soutenir nos États membres, de mobiliser nos partenaires, de faciliter l'échange d'information, de coordonner des actions. Notre rôle est aussi de poursuivre au mieux la mise en œuvre des autres activités de la COI qui, après la période de crise, devront soutenir la reprise dans nos îles», conclut-il.

Plus d'information :

- https://www.lexpress.mu/blog/373929/post-covid-19-pour-une-nouvelle-constitution-plurielle
- https://www.lexpress.mu/blog/373939/covid-19-regroupons-toutes-forces-vives
- https://www.carolinebarth.com/coronavirus-revelateur-de-nos-vulnerabilites-et-potentiel-game-changer/

Coronavirus : L'AFD avance une enveloppe de 500 000 euros à la COI pour son plan d'urgence



Un marché à Tananarive, la capitale de Madagascar, le 26 mars ©Rijasolo / AFP

La Commission de l'Océan Indien (COI) a reçu une enveloppe d'aide de 500 000 euros de la part de l'Agence française de développement, dans le cadre de son plan d'urgence face au coronavirus.

« La COI a développé avec l'appui du réseau, dès le mois de février, un plan d'urgence pour répondre aux besoins des États membres. Je me suis rendu aux Comores et à Madagascar pour prendre note des besoins et discuter des opportunités offertes par ce plan d'urgence », a expliqué Hamada Madi, secrétaire général de la COI, au site Ionnews.mu. Parmi les dispositifs de ce plan d'urgence : surveillance des frontières, sensibilisation du grand public, diffusion de l'information, prise en charge des cas positifs.

Le soutien financier de l'AFD permettra plus précisément de venir en aide aux États membres dont le système de santé est plus fragile, notamment les Comores et Madagascar, via l'installation de centres d'isolement et de quarantaine. Deux ambulances et deux caméras thermiques seront également offertes à ces deux États membres afin de mieux lutter contre la pandémie.

« À Maurice, l'accent a été mis sur l'amélioration des sites de quarantaine existant. Un appui en expertise a été mobilisé pour le renforcement du centre d'isolement de Souillac et la revue pour finalisation du projet de construction d'un centre à pression négative. Des échanges sont en cours pour la dotation des réactifs et certains équipements et médicaments essentiels pour assurer la prise en charge des malades », a ajouté Hamada Madi.

Selon le Secrétaire général de la COI, ce plan d'urgence « est mis à jour sur la base des besoins des États et des engagements pris par d'autres partenaires. Nous sommes en train de finaliser un nouveau volet du plan d'urgence pour obtenir les financements nécessaires aux activités attendues de nos États, notamment en ce qu'il s'agit des équipements nécessaires à la riposte contre cette pandémie

France's Inn ovative Maritime Security Engagement in the Indo-Pacific

With a wide range of activities and capabilities, France is making contributions to maritime security throughout the Indo-Pacific region.

By Nicolas Regaud

In July, France will take over the chairmanship of the Indian Ocean Naval Symposium for 2020-22. The first summit meeting, to be held in La Réunion, was postponed from late June to November. France's chairmanship is an important symbol of the growing regional integration of French territories in the Indian and Pacific oceans, encouraged by Paris, and of the growing importance of maritime security issues in French strategy in the Indo-Pacific. The main reasons of the latter are threefold.

First, with nearly 2 million nationals living in the region and an EEZ of 9 million square kilometers, the protection of national maritime spaces and their resources constitutes a fundamental mission of the 7,000 French soldiers deployed permanently on five bases (La Réunion, Djibouti, Abu Dhabi, Nouméa, Papeete), notwithstanding naval forces sent on a regular base from metropolitan France.

Second, anxious to contribute to the security of the sea lines of communication (SLOCs) through which passes a third of its foreign trade (excluding intra-EU exchanges), France was at the initiative of the European operation Atalanta to fight against piracy in the Gulf of Aden and its periphery, which has greatly contributed to the reduction of the threat. Drawing on this experience and that drawn from its commitment to the fight against piracy in the Gulf of Guinea, it has embarked on a diplomatic-legal process intended to enable it to soon join the ReCAAP agreement.

Third and finally, as recalled by successive defense ministers at the Shangri-La Dialogue, France intends to defend freedom of navigation and overflight in international spaces where it is undermined or threatened, in particular by a regular naval presence, such as in the South China Sea or more recently by taking the initiative of a European maritime surveillance mission in the Gulf (EMASOH – European-led mission Awareness Strait of Hormuz).

France's commitment to maritime security in the Indo-Pacific seems to revolve around three main axes: contributing to a regional maritime domain awareness (MDA) architecture; participating in regional cooperation fora and the establishment of global dialogues with the major maritime powers; and capacity building and environmental security anticipation.

Enjoying this article? Click here to subscribe for full access. Just $5 a month.

Supporting MDA Architecture

Because of the multiplicity and the increase of maritime risks and threats (the fight against illicit activities, environmental protection, search and rescue), international cooperation should contribute to the development of capacities which must naturally be based on education, training and naval assets acquisition, and above all on MDA. This is why France has deployed liaison officers to maritime information fusion centers (IFC) in the region (IFC in Singapore and IFC-IOR near New Delhi), helped set up the Regional Maritime IFC in Madagascar – funded by the EU – and taken in charge of the EU's Maritime Security Centre – Horn of Africa (MSC-HoA) to assist Operation Atalanta after Brexit.

The involvement of the French Navy in the world's main maritime theaters and in these regional IFCs has thus led to the publication of the first report of the Maritime Information & Awareness Center (MICA Center) in Brest on acts of piracy and robbery around the world, providing a useful statistical and analytical instrument for all maritime stakeholders. The stated objective is to support the interconnection of maritime IFCs and the development of a global maritime picture from the Atlantic to the eastern Pacific.

Participating in the Regional Maritime Security Architecture

A full member of the Western Pacific Naval Symposium (WPNS) and IONS, France is also involved with its Australian, American and New Zealand partners in a a military cooperation structure focused on maritime security, in order to coordinate efforts to support Pacific Island countries. In 2019, France also joined HACGAM (Heads of Asian Coast Guards Agencies Meeting) as an observer and applied to participate in two ADMM-Plus Experts' Working Groups, including the one devoted to maritime security. The future will tell whether the ASEAN countries, which have welcomed this objective, will manage to find a solution to the blockage noted in 2019 due to the opposition of two "plus countries."

In the Indian Ocean, France is a founding member of the Indian Ocean Commission, alongside the Comoros, Madagascar, Mauritius and the Seychelles, whose maritime security activities have intensified in recent years. As a dialogue partner of the Indian Ocean Rim Association (IORA), France also hopes to be able to soon join as a full member this organization, which makes maritime security and the blue economy priority areas of action. Finally, France has established specific maritime dialogues with the major powers in the region, in particular India, Japan and soon with Indonesia, which allow maritime issues to be addressed in broad formats, multidomain and interdepartmental, and to foster the development of cooperation in new fields.

Enjoying this article? Click here to subscribe for full access. Just $5 a month.

France is also innovative in the field of climate security, where it initiated and coordinated a joint study on the consequences of climate change on defense and security in the South Pacific (in particular on maritime security, HADR operations and critical coastal infrastructures). The report and recommendations were adopted by the South Pacific Defence Ministers Meeting in May 2019. A comparable initiative has been launched between

France and Australia devoted to the Indian Ocean, which also aims to anticipate climate change security impact and identify the means of collective action in terms of prevention or adaptation. As a consequence, it would make sense for France to introduce climate security in the work to be carried out soon by IONS, which would be a first in the region.

Dr. Nicolas Regaud joined IRSEM in January 2020 as director for international development. As part of the management team, he leads the development of IRSEM's international activities contributing to both the scientific cooperation and the international influence of the institute. He is also conducting research on strategic issues in the Indo-Pacific, climate security, strategic foresight and maritime security.

GREEN
OCÉAN INDIEN

L'AFD en guerre contre le réchauffement climatique

Les dernières études montrent que les îles de l'océan Indien vont subir plusieurs changements inéluctables et notamment une élévation du niveau de la mer supérieure aux estimations précédentes. L'Agence française de développement (AFD) les accompagne pour prendre les mesures nécessaires.

Par Ignace de Witte - ignacedewitte@ecoaustral.com



Photo : Ignace de Witte

De g. à dr. : Philippe Veerabadren (Maurice), Abdoul-Oikil Said Ridhoine (Comores), Stephason Kotomangazafy (Madagascar), Marie-Dominique Leroux (Météo France), Emmanuel Clopet (Météo France), Marc Dubernet (AFD) et Jean-Baptiste Routier (COI).

Dans le cadre de la 21e Conférence des parties (COP 21) et de l'Accord de Paris pour le climat de 2015, l'AFD a la maîtrise d'ouvrage d'*Adapt'Action*, un outil qui accompagne une quinzaine de pays africains et insulaires pour mesurer l'impact du changement climatique et prendre les mesures qui s'imposent. *Adapt'Action* bénéficie d'une enveloppe globale de 30 millions d'euros de l'AFD sur cinq ans (2017-2021). Dans notre région, les pays concernés sont Maurice, les Comores et Madagascar, auxquels s'ajoutent les Seychelles et La Réunion par l'entremise de la Commission de l'océan Indien (COI), qui pilote localement le projet.

Il existe plusieurs scénarios globaux, au niveau de la planète, mais on sait que le réchauffement climatique va concerner plus ou moins certaines zones et une approche plus fine est indispensable pour être pragmatique comme l'indique le directeur de l'AFD, Marc Dubernet : *« Prenez l'exemple d'un projet d'investissement dans de nouvelles infrastructures portuaires : la prise en compte de l'élévation du niveau de la mer et de la houle est indispensable. »*

Stephason Kotomangazafy, Philippe Veerabadren et Abdoul-Oikil Said Ridhoine, responsables d'*Adapt'Action* à Madagascar, Maurice et Comores, sont venus à La Réunion partager l'avancée de leurs travaux. Leur déplacement est déjà en soi une information, cela veut dire que leurs gouvernements respectifs s'inscrivent dans la démarche COP 21 et Accord de Paris. Dans un premier temps, les travaux des météorologues consistent à confronter les différents scénarios du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), notamment le SSP 585 (le plus pessimiste, entre +3 et +5°) et le SSP 126 (le plus optimiste, entre +1 et +2°) aux données collectées localement sur une période de 30 ans (1981-2010).

Scénarios consultables sur Internet

Pour ce faire, les météorologues de l'océan Indien ont utilisé *Aladin-climat*, un modèle informatique qui traite les données avec une plus grande définition qu'*Arpège-climat* qui a été utilisé pour les scénarios globaux du GIEC.

Arpège travaille en effet avec un maillage de 150 km, alors qu'*Aladin* descend à 12 km, car on applique la même puissance de calcul, mais sur une aire limitée et pas sur la terre toute entière. Et cela change tout. Par exemple, quand *Arpège* dit qu'il est tombé 10 mm de pluie sur La Réunion, Aladin peut préciser qu'il est tombé 300 mm à Saint-Benoît et zéro sur le reste de l'île.

Les scénarios du GIEC ont été déclinés localement et vont pouvoir prochainement être consultés sur Internet en *open-data* et surtout intégrés dans les projets d'aménagement et les politiques gouvernementales en matière d'environnement. Par exemple, si Madagascar poursuit sa politique de reboisement, son avenir se rapprochera plus du scénario optimiste SSP 126 que du scénario catastrophe SSP 585.

Le GIEC va publier un nouveau rapport en 2021. D'après les spécialistes, ce rapport devrait hélas annoncer une élévation du niveau de la mer supérieure aux dernières estimations : elles étaient entre +0,60 m et +1 m d'ici 2100, on parle maintenant d'au minimum +1 m. La Communauté intercommunale du nord de La Réunion (Cinor), qui est directement intéressée par les répercussions que peuvent avoir les changements climatiques, notamment sur l'aéroport Roland Garros, le port de Sainte-Marie et même NEO (Nouvelle entrée ouest de Saint-Denis), a indiqué suivre avec beaucoup d'attention tous ces travaux.

Océan Indien – Tourisme : la difficile synergie

4 avril 2020 L'Express de Madagascar 895 Vues 5 minute(s) pour lire



Nosy Be accueille les croisiéristes visitant les Îles Vanille.

L'activité touristique du Sud-ouest de l'océan Indien ne représente que le millième du tourisme mondial. Une question s'est toujours posée aux îles de cette zone : pourquoi ne pas parler d'une seule voix en misant sur les atouts de chacune, et leur complémentarité ? Une réponse a été la création du concept d'Îles Vanille, avec l'ambition de créer un produit océan Indien comme existe sous d'autres latitudes un produit Antilles.

Attractivité, accessibilité, visibilité, tels sont les critères majeurs pouvant garantir une offre commune cohérente et compétitive, et une présence remarquée dans les brochures des plus grands tour-opérateurs mondiaux. Les îles ont tous les atouts requis, la deuxième édition de l'International Tourism Fair d'Antananarivo de 2013 a, d'ailleurs, décidé d'être une tribune pour l'intégration régionale et la mutualisation des offres. L'enjeu du concept, concrétisé en 2011 sous la dénomination de Vanilla Island Organisation (VIO), est donc la promotion de la destination régionale. Les conclusions des études préparatoires ont été présentées en juin 2010 au Conseil de la Commission de l'océan Indien (COI). En termes de stratégie, il s'agit notamment de vendre la région comme une même destination, de promouvoir une image solidaire mais riche d'une exceptionnelle diversité, de mettre en commun les moyens tout en renforçant le travail en partenariat et, surtout, d'intégrer le transport aérien en tant que passerelle incontournable entre les îles.

Les objectifs, pour leur part, s'articulent autour de certains points forts, dont trois principaux : la redynamisation du tourisme de la zone en fonction de la demande internationale et des nouveaux comportements et tendances de voyage (trends), l'amélioration de l'attractivité par un positionnement fort s'appuyant sur l'identité de chaque île, et le développement d'une culture d'évaluation indispensable au marketing aussi bien de l'ensemble que de chaque pays-membre. Le VIO regroupe les Offices nationaux du tourisme des six îles y compris Mayotte. La première présidence est confiée à Alain Saint-Ange, ministre seychellois du Tourisme et de la culture. Quant à la Direction exécutive, sa mise en place est prévue dès l'obtention d'un financement de l'Union européenne, lequel doit également marquer le lancement d'une campagne promotionnelle concentrée dans un premier temps sur le marché asiatique. Quant aux relations entre la VIO et la COI, cette dernière est notamment prévue intervenir dans le soutien des grandes options stratégiques, pour ne citer que la « toile » aérienne entre les îles.



Particularismes

Retour sur l'Histoire. Dans les années 70, naissait l'Alliance touristique de l'océan Indien, ou ATOI. C'était du temps des grandes résolutions et envolées sans lendemain. Il fallut attendre 1984 pour qu'une structure régionale inter-état voie le jour par l'Acte de Victoria signé le 10 janvier par le pays-hôte, Madagascar, et l'île Maurice, jetant les fondations de la Commission de l'océan Indien. Le statut de La Réunion posant problème, l'île française n'adhère à l'ensemble qu'en 1986 avec les Comores. Les pistes d'une coopération pérenne, spécialement en matière de tourisme, prennent du temps à se préciser. Les intérêts particuliers ne peuvent, en effet, pas aisément être effacés sur le terrain. C'est le cas lors de la première Semaine du tourisme des îles de l'océan Indien (SETIL), tenue à Maurice en 2006. La manifestation est boycottée par la puissante Association des hôteliers et restaurateurs mauriciens, et est condamnée à s'achever sur de louables déclarations d'intentions. Même la COI a connu des revers sur la voie d'une destination touristique censée être « combinée », et ce malgré un engagement plus que conséquent de l'Union européenne pour le financement d'un Bureau commun permanent en Europe, des supports informatifs, ainsi que des présences aux Foires et Salons. Les particularismes sont encore vivaces, et le temps de séjour des touristes n'étant pas élastique, on voit mal comment une destination déjà bien cotée sur le marché accepterait de se sacrifier sur l'autel d'intérêts communautaires pouvant se traduire par un nivellement par le bas.



Des vols charters pour touristes atterrissent directement à l'aéroport Fascène de Nosy Be.

À la bouderie des opérateurs mauriciens lors de ce premier SETIL de toutes les illusions s'oppose l'enthousiasme d'une partie malgache, pour qui toutes les occasions sont à prendre, pour tant soit peu rattrapé le temps perdu… Cette même année, Air Mauritius est sacrée meilleure compagnie aérienne de l'océan Indien au World Travel Market de Londres. « Les temps changent, et la conjoncture économique ne permet plus à Maurice de bloquer son accès aérien. La compagnie aérienne mauricienne doit adopter des attitudes nouvelles pour s'en sortir gagnant ». C'est fait avant même d'être dit ! Sur l'axe Paris-Maurice où tous les transporteurs sont à vocation touristique, Air Mauritius réaffirme sa stature de grande compagnie avec, notamment, la flexibilité de ses vols quotidiens, et un confort à bord accru grâce à une configuration de siège moins densifiée. Le nombre des passagers ayant une autre destination dans la zone mais qui préfèrent transiter par Maurice se trouve multiplié par cinq. Mais qu'on se rassure, l'honneur est sauf en cette année 2006 : Air Madagascar a toujours refusé de ne plus être qu'une compagnie d'éclatement entre les îles. Mieux, elle inscrit son nom sur la liste des compagnies ayant le meilleur taux de ponctualité sur la plateforme de Roissy-Charles de Gaulle. À d'autres le sobriquet d'Air Peut-être…

« Transformer les déchets en ressources »

PAR JACQUES ROMBI



Les participants aux ateliers lors de l'ouverture le 24 février dernier.

C'est en résumé le message de Cap Business OI au terme de son programme visant à une approche régionale en filières pour une meilleure gestion des déchets. Des initiatives et projets remarquables ont été présentés devant des responsables d'entreprises, d'organisations professionnelles, d'administrations publiques et d'ONG de l'océan Indien les 24 et 25 février à Maurice.

Pour mener à bien cette mission, un programme de coopération visant à l'émergence de filières régionales de gestion des déchets a été mis en œuvre durant près de deux ans par CAP Business Océan Indien. Il s'est achevé par un atelier de travail, organisé à Maurice les 24 et 25 février en présence des dirigeants d'entreprises, d'associations professionnelles, des responsables des pouvoirs publics, d'ONG et de partenaires de développement, comme l'Agence française de développement, la Région Réunion et la Commission de l'océan Indien.

Pour Pascal Plante, président de CAP Business OI : « Le modèle économique que nous suivons aujourd'hui sera bientôt insoutenable. Nous devons agir ensemble pour ne pas compromettre la capacité des futures générations à s'épanouir de manière durable. Un nouveau modèle devra conduire l'opérateur économique à ne plus considérer le déchet comme une matière dont il faut se débarrasser, mais plutôt comme une ressource. Dans nos îles, cette économie circulaire ne peut être pensée à l'échelle d'un seul territoire. »

Du lobbying pour la mise en place de réglementations

Cette problématique est récurrente à de nombreux secteurs d'activité de notre région : le partage de projets et de ressources entre les îles de l'océan Indien permettrait des économies d'échelle permettant leur rentabilité. C'est le paradigme de l'import-substitution défendu depuis de longues années par de nombreux leaders d'opinions.

Durant les sessions de travail, les acteurs économiques présents, issus de toutes les îles du sud-ouest de l'océan Indien, ont identifié des projets de collaboration qui permettent d'envisager des succès rapides autour de la structuration de filières de gestion de déchets sur plusieurs territoires.

C'est par exemple, l'entreprise réunionnaise Fourmize qui achète à des

particuliers des déchets recyclables avec des bons de réduction dans des commerces associés. Ce projet social et solidaire concerne plus particulièrement des populations qui ne pratiquent pas le tri sélectif à la source. Il peut donc être répliqué sur d'autres territoires. Ou encore celui de la startup Eco warriors, un développeur mauricien d'applications pour mobiles dont l'une d'entre elles calcule le coût économique et environnemental pour les entreprises de la non-prise en compte de la gestion des déchets. Concernant ces initiatives, Cap Business s'est engagé à faciliter leur expérimentation sur un premier territoire et dans un second temps leur duplication sur d'autres. Pour aller vers des filières plus structurantes sur le moyen terme, les acteurs ont fait remonter un besoin d'accompagnement des États pour la mise en place de cadres règlementaires, notamment les règlementations sur la sortie du statut de déchets. Cap Business océan Indien portera cette demande du secteur privé devant le Conseil des ministres de la COI, pour que les autorités publiques de la sous-région cernent les enjeux et puissent agir, dans un esprit de collaboration public-privé.

*Cap Business OI regroupe 200 000 adhérents des associations professionnelles et des Chambres de commerce et d'industrie des Comores, Madagascar, Maurice, Mayotte, La Réunion et Les Seychelles.

Don de la BAD pour soutenir les petites et moyennes entreprises de l'économie bleue aux Seychelles

By: Salifa Karapetyan édité par Betymie Bonnelame et traduit par Rudie Bastienne



La subvention de la Banque africaine de développement sera utilisée pour le projet d'assistance technique et de renforcement des capacités visant à diversifier l'économie des Seychelles. (Rassin Vannier Seychelles News Agency)

(Seychelles News Agency) - Une nouvelle subvention de 800 000 $ permettra aux Seychelles de soutenir et de développer les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) dans son secteur de l'économie bleue.

Selon le Département de l'**économie bleue**, la subvention de la **Banque africaine de développement** sera utilisée pour le projet d'assistance technique et de renforcement des capacités afin de diversifier l'économie des Seychelles, en particulier dans le secteur de la biotechnologie.

Cela contribuera à créer des emplois et de la richesse à forte valeur ajoutée dans le secteur. Le projet contribuera également à accentuer les opportunités de développement dans le secteur de l'**économie bleue**, à consolider la recherche et le développement des capacités techniques et à mettre en place un incubateur pour les micro, petites et moyennes entreprises.

Devant être mis en œuvre sur une période de trois ans, le projet sera entrepris par le Département de l'**économie bleue** en collaboration avec le Département de l'industrie et de l'entrepreneuriat et l'Institut national des sciences et de la technologie (NISTI).

Une centaine d'entrepreneurs, 85 formateurs d'enseignants et 50 utilisateurs d'incubateurs recevront une formation dans le cadre du projet. La subvention soutiendra également la création de 20 MPME dans le secteur de la biotechnologie marine et la mise en place d'une stratégie de développement de l'entrepreneuriat en biotechnologie.

Le gouvernement des Seychelles bénéficiera également d'un cadre réglementaire indispensable.

Les dépenses totales devraient s'élever à 1 million de dollars, dont 800 000 sont financés par une subvention du Fonds d'aide au secteur privé africain (FAPA) et 200 000 du gouvernement des Seychelles.

Le FAPA est un fonds fiduciaire thématique multidonateurs qui fournit des financements, une assistance technique et un renforcement des capacités

pour soutenir la mise en œuvre de la stratégie de développement du secteur privé de la Banque.
L'accord a été signé le 13 mars dans le pays insulaire par le ministre des Finances, du Commerce, de l'Investissement et de la Planification économique des Seychelles, Maurice Loustau-Lalanne. Nnenna Nwabufo, directrice générale par intérim du Bureau régional pour l'Afrique de l'Est, a signé pour la Banque africaine de développement.
L'**économie bleue** des Seychelles, un archipel de l'océan Indien occidental est une pièce maîtresse importante de la stratégie nationale de développement 2019-2023.
La politique stratégique et la feuille de route de l'économie bleue du pays accordent la priorité au développement de secteurs maritimes nouveaux et émergents, y compris l'aquaculture marine, les énergies renouvelables, le pétrole offshore et la biotechnologie marine, les MPME étant un important vecteur de croissance